



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 26 novembre 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Recettes monétaires agricoles, janvier à septembre 2007

3

Les recettes monétaires du marché des agriculteurs ont atteint un sommet au cours des neuf premiers mois de 2007 dans la foulée de hausses considérables observées au chapitre des revenus tirés de la vente des cultures. Les recettes provenant du bétail ont également augmenté, mais la hausse des prix des céréales et des oléagineux s'est traduite par une augmentation des coûts des aliments pour les animaux, un intrant important pour les éleveurs.

Revenu agricole net, 2006

7

En 2006, pour une deuxième année consécutive, le revenu net réalisé par les agriculteurs canadiens a chuté pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2003. L'augmentation des taux d'intérêt, des salaires et des coûts du carburant, conjuguée à la diminution des recettes porcines et des paiements de programme, a largement suffi à faire contrepoids à l'augmentation des recettes provenant des cultures et des bovins.

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de novembre 2007

Le numéro en ligne de novembre 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, qui paraît aujourd'hui, comporte deux articles.

L'article «Pensions et épargne-retraite des familles» permet d'examiner de plus près la protection offerte par les régimes de pension et l'épargne-retraite des couples dans la force de l'âge au cours des deux dernières décennies, l'accroissement important de l'activité des conjointes sur le marché du travail et la légère hausse de la protection offerte par leur régime de pension agréé n'ayant que partiellement compensé la baisse considérable de la protection des conjoints. En moyenne, l'épargne-retraite de ces familles a augmenté, mais la répartition est devenue plus inégale, reflétant la hausse marquée de l'inégalité des gains des familles depuis le début des années 1980.

L'article «La dépression au travail» permet d'examiner l'incidence de la dépression sur le rendement au travail. En 2002, près de 4 % des personnes occupées âgées de 25 à 64 ans avaient vécu un épisode dépressif au cours de l'année précédente. Ces travailleurs avaient une cote élevée pour réduire les activités liées au travail en raison d'un problème de santé chronique, recourir à au moins une journée d'incapacité au cours des deux dernières semaines pour des raisons de santé mentale ou s'absenter du travail au cours de la dernière semaine.

Le numéro en ligne de novembre 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 8, n° 11 (75-001-XWF, gratuit), est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au 613-951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Étude : Les échanges internationaux par le secteur des technologies de l'information et des communications, 1997 à 2005	11
Enquête sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'apprentissage, 2007	12
Enquête canadienne sur l'expérience des soins de santé primaires, 2006-2007	13
Transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés par pipeline, août 2007	13
Nouveaux produits	14

Communiqués

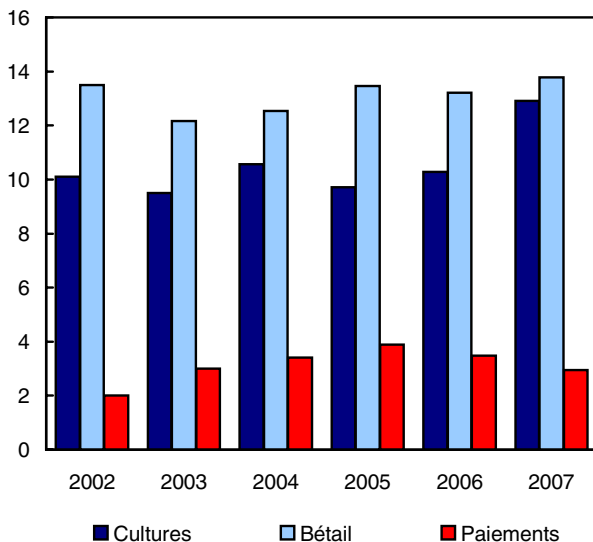
Recettes monétaires agricoles

Janvier à septembre 2007

Les recettes monétaires du marché des agriculteurs ont atteint un sommet au cours des neuf premiers mois de 2007 dans la foulée de hausses considérables au chapitre des revenus tirés de la vente des cultures. Les recettes provenant du bétail ont également augmenté, mais la hausse des prix des céréales et des oléagineux s'est traduite par une augmentation des coûts des aliments pour les animaux, un intrant important pour les éleveurs.

Recettes monétaires agricoles de janvier à septembre

En milliards de dollars



Les agriculteurs ont tiré 26,7 milliards de dollars des marchés de janvier à septembre, en hausse de 13,7 % comparativement à la même période l'année précédente. Ce total était 16,1 % supérieur à la moyenne quinquennale précédente de 2002 à 2006, soit une période comprenant la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et certaines années où les prix des produits étaient plus faibles.

Conjugués à d'importantes livraisons de céréales, les prix plus élevés des céréales et des oléagineux, en hausse marquée par rapport aux niveaux récents peu élevés, ont entraîné à la hausse les recettes des cultures, lesquelles ont atteint un sommet de 12,9 milliards de dollars. Il s'agissait d'une progression de 25,6 % par rapport à la même période de neuf mois

Note aux lecteurs

Statistique Canada ne fait pas de prévisions des recettes monétaires agricoles. Les données présentées sont fondées sur les données des enquêtes et sur les données administratives provenant de plusieurs sources.

Les **recettes monétaires agricoles** mesurent les recettes brutes des entreprises agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les fermes d'une même province) et les paiements de programme. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.

Les **recettes différées** représentent les ventes de céréales et d'oléagineux livrés par les producteurs de l'Ouest pour lesquelles les paiements ont été reportés à l'année suivante. Étant donné que ces recettes sont fondées sur les livraisons effectuées, les paiements différés sont déduits des recettes monétaires agricoles de l'année civile en cours et compris lorsqu'ils sont réalisés (voir «Réalisation des recettes différées» dans le tableau des recettes monétaires agricoles).

Les **paiements de programme** sont les paiements liés à la production agricole courante et versés directement aux agriculteurs. Cependant, la série des paiements de programme ne vise pas à englober tous les paiements versés aux agriculteurs et ne représente pas la totalité des dépenses publiques se rapportant à tous les programmes d'aide. Par exemple, le Programme canadien d'options pour les familles agricoles annoncé en juillet 2006 n'est pas compris parce qu'il a été établi qu'il ne représente pas un revenu d'entreprise à des fins statistiques.

En raison de la diffusion des données du Recensement de l'agriculture de 2006 le 16 mai 2007, les estimations des recettes monétaires agricoles, des dépenses d'exploitation, du revenu net, de la valeur du capital et des autres données contenues dans la collection Statistiques économiques agricoles sont révisées au besoin. L'ensemble complet des révisions sera diffusé dans Le Quotidien du 24 novembre 2008.

l'année précédente et de 28,7 % comparativement à la moyenne quinquennale précédente.

Les recettes du bétail ont connu une augmentation de 4,4 % pour se chiffrer à 13,8 milliards de dollars. Cette hausse est en majeure partie attribuable à l'augmentation des exportations de bétail et de porcs vers les États-Unis ainsi qu'à la progression des prix des produits laitiers et des poulets. Les recettes du bétail ont été 6,3 % supérieures à la moyenne quinquennale précédente.

Les agriculteurs ont reçu 3,0 milliards de dollars en paiements de programme au cours des neuf premiers mois de 2007, en baisse de 15,4 % comparativement à l'année précédente et de 6,6 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente.

Les recettes monétaires agricoles totales, qui comprennent les recettes des cultures, du bétail

et des paiements de programme, ont atteint un sommet sans précédent de 29,6 milliards de dollars au cours des neuf premiers de 2007. Il s'agissait d'une augmentation de 9,9 % par rapport à la même période l'année précédente et d'une hausse de 13,3 % comparativement à la moyenne quinquennale.

À l'échelon provincial, les recettes monétaires agricoles ont connu une baisse à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, où les recettes des pommes de terre ont diminué par rapport aux niveaux élevés atteints au cours des neuf premiers mois de 2006. Dans l'ensemble, les revenus sont demeurés stables en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique. Les augmentations variaient entre 6,2 % au Québec et 23,3 % au Manitoba. Au Manitoba, la récolte a été bonne en 2006 après une année désastreuse en 2005.

Les recettes monétaires agricoles représentent le premier indicateur économique que Statistique Canada met à la disposition du secteur agricole. Elles mesurent le revenu brut des exploitations agricoles seulement. Elles ne représentent pas le bénéfice net des agriculteurs, car ces derniers doivent payer leurs dépenses et leurs prêts. Statistique Canada publiera les estimations provisoires du revenu agricole net pour 2007 le 26 mai 2008.

Alors que les prix pour les producteurs de céréales et d'oléagineux ont augmenté sensiblement en 2007 par rapport à des niveaux peu élevés, le coût des intrants a également augmenté. Par exemple, selon l'Indice des prix des produits industriels, les prix canadiens de l'engrais ont progressé de 20 % au cours des neuf premiers mois de 2007 comparativement à la même période en 2006. De plus, les éleveurs de bétail ont dû faire face à une hausse considérable du coût des aliments pour les animaux. Ainsi, le prix de l'orge fourragère était supérieur de 73,6 % au cours de la période allant de janvier à septembre 2007 par rapport à la même période en 2006.

Les recettes monétaires agricoles et les dépenses d'exploitation peuvent varier considérablement d'une exploitation agricole à une autre en raison de plusieurs facteurs, y compris les élevages ou les cultures, les prix, les conditions climatiques et les économies d'échelle. En outre, l'appréciation rapide du dollar canadien par rapport au dollar américain réduit les bénéfices des producteurs canadiens qui dépendent largement des ventes internationales. De janvier à septembre 2007, la valeur du dollar canadien a augmenté de plus de 15 % par rapport au dollar américain.

L'augmentation des prix des céréales et des oléagineux fait progresser les recettes des cultures

Les prix des céréales et des oléagineux ont bondi par rapport aux prix très bas enregistrés au cours de la campagne agricole de 2005-2006, en raison de l'essor du secteur des biocarburants et des difficultés liées à la production dans de nombreux pays producteurs. Les stocks importants de céréales à la fin de 2006 ont de plus contribué à des livraisons importantes de la part des agriculteurs canadiens pendant les neuf premiers mois de 2007.

Les recettes tirées du blé (excluant le blé dur) ont bondi de 59,2 % à la suite de l'augmentation des mises en marché, des prix et des paiements de la Commission canadienne du blé. Les recettes générées par l'orge ont augmenté de 49,7 %, et les recettes du maïs ont connu une hausse de 46,3 %, soutenues dans les deux cas par la progression des prix.

Les recettes du canola ont atteint 2,4 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, et les recettes du soya, 610 millions de dollars. Dans les deux cas, il s'agit de niveaux record. Ces sommets sont principalement attribuables à une augmentation de 40,6 % du prix du canola et à des progressions des mises en marché (+32,0 %) et des prix (+22,0 %) du soya. Bien que les livraisons de canola ait légèrement diminué par rapport à l'année précédente, il dépassait de presque 50 % la moyenne quinquennale précédente.

Les recettes des pommes de terre ont chuté de 9,5 % pour se chiffrer à 603 millions de dollars, le fléchissement des prix ayant plus qu'effacé la hausse de 5,0 % des mises en marché. Des conditions de croissance très favorables en 2006 avaient permis d'obtenir des rendements record. Les approvisionnements abondants ont exercé une pression sur les prix, lesquelles ont connu une baisse de 6,0 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente pour la période allant de janvier à septembre.

Les recettes monétaires agricoles des produits de floriculture, de pépinières et de gazonnières ont augmenté de 1,9 %, poursuivant une tendance à la hausse entamée il y a plusieurs années.

La hausse des produits laitiers et de la volaille ainsi que les progressions modestes pour les bovins et les porcs améliorent les recettes tirées du bétail

Malgré la faiblesse des prix cet automne, les prix moyens portant sur la période de janvier à septembre étaient légèrement plus élevés pour les bovins et les porcs que ceux enregistrés en 2006. Toutefois, les producteurs ont également dû faire face à une hausse spectaculaire du prix des céréales fourragères,

entraînée par la croissance du marché de l'éthanol et le resserrement des approvisionnements mondiaux.

Les recettes monétaires tirées des bovins et des veaux au cours des neuf premiers mois de 2007 ont connu une augmentation de 2,9 % pour se fixer à 4,8 milliards de dollars, alors que les revenus générés par les exportations progressaient de 23,2 %. Au cours de cette période, les exportations de bovins et de veaux ont atteint plus de 900 000 têtes, ce qui est toutefois bien inférieur aux 1,2 million de têtes exportées pendant la même période en 2002, soit l'année qui précédait l'ESB.

Les recettes tirées des porcs ont enregistré une augmentation de 2,6 % comparativement aux neuf premiers mois de 2006, stimulées par les exportations plus élevées. Les revenus provenant des exportations ont progressé de 13,8 % par rapport à la même période en 2006, alors que ceux provenant des abattages demeuraient pratiquement inchangés. En dépit d'un prix moyen plus élevé pour cette période, le prix des porcs était 7,0 % plus bas que la moyenne quinquennale précédente.

Les recettes générées par la plupart des produits assujettis à la gestion de l'offre ont augmenté au cours des neuf premiers mois de 2007. Les recettes laitières ont connu une augmentation de 6,8 %, tout comme celles provenant des poulets (+10,5 %), les dindons et les dindes (+13,5 %) et les oeufs (+1,2 %).

Les paiements de programme diminuent par rapport à leurs niveaux record

La baisse considérable des paiements de programme peut être principalement attribuable à une diminution des paiements dans le cadre du Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux. Lancé en 2006, ce programme avait versé 730 millions de dollars au cours des neuf

premiers mois de cette même année. Cependant, au cours de la même période en 2007, ce programme n'a versé que 6 millions de dollars, alors qu'il tirait à sa fin.

Étant donné que les conditions de croissance ont été plus favorables en 2006, plus particulièrement au Manitoba, les paiements d'assurance-récolte ont connu une baisse de 28,1 % pour s'établir à 330 millions de dollars.

Les paiements faits dans le cadre du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) et des programmes liés au PCSRA sont demeurés relativement stables, ayant totalisé 1,3 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007. Le nouveau Programme de paiement au chapitre des coûts de production, conçu pour aider les producteurs à faire face aux coûts élevés de production au cours des quatre dernières années, a versé 311 millions de dollars.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0001 et 002-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3437 et 3473.

Il est également possible de consulter des tableaux de données à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991; télécopieur : 613-951-3868 (agriculture@statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Estelle Perrault au 613-951-2448 (estelle.perrault@statcan.ca), Division de l'agriculture.

□

Recettes monétaires agricoles

	Janvier à septembre 2006	Janvier à septembre 2007 ^P	Janvier-septembre 2006 à janvier-septembre 2007	Juillet à septembre 2006	Juillet à septembre 2007 ^P	Juillet-septembre 2006 à juillet-septembre 2007
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Recettes monétaires agricoles	26 973	29 648	9,9	8 875	9 764	10,0
Total des recettes du marché¹	23 485	26 696	13,7	7 962	9 062	13,8
Tout le blé ²	1 926	2 955	53,4	769	1 068	38,9
Blé, sauf le blé dur ²	1 523	2 424	59,2	615	912	48,3
Blé dur ²	403	531	31,8	155	155	0,0
Orge ²	296	443	49,7	108	159	47,2
Recettes différées	-194	-327	68,6	-105	-162	54,3
Réalisation des recettes différées	385	492	27,8	10	8	-20,0
Canola	1 764	2 448	38,8	636	940	47,8
Soya	379	610	60,9	105	178	69,5
Maïs	441	645	46,3	128	150	17,2
Autres céréales et oléagineux	334	469	40,4	154	213	38,3
Cultures spéciales	503	766	52,3	239	357	49,4
Pommes de terre	666	603	-9,5	217	197	-9,2
Industrie floricole et pépinières	1 483	1 511	1,9	352	359	2,0
Autres cultures	2 298	2 293	-0,2	1 006	1 044	3,8
Total des recettes des cultures	10 280	12 909	25,6	3 619	4 509	24,6
Bovins et veaux	4 625	4 757	2,9	1 496	1 543	3,1
Porcs	2 583	2 650	2,6	876	840	-4,1
Produits laitiers	3 605	3 850	6,8	1 177	1 312	11,5
Volaille et oeufs	1 821	1 977	8,6	611	687	12,4
Autre bétail	570	553	-3,0	182	171	-6,0
Total des recettes du bétail	13 205	13 787	4,4	4 343	4 553	4,8
Compte de stabilisation du revenu net	309	269	-12,9	9	3	-66,7
Paiements d'assurance-récolte	459	330	-28,1	176	185	5,1
Programmes d'aide en cas de désastre lié aux revenus	2 115	1 705	-19,4	571	385	-32,6
Programme provincial de stabilisation	463	608	31,3	139	126	-9,4
Autres programmes	143	40	-72,0	18	4	-77,8
Total des paiements	3 489	2 952	-15,4	913	702	-23,1

^P provisoire

0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro

1. Le total des recettes du marché correspond à la somme des recettes des cultures et du bétail.

2. Inclut les paiements de la Commission canadienne du blé.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Recettes monétaires agricoles provinciales

	Janvier à septembre 2006	Janvier à septembre 2007 ^P	Janvier-septembre 2006 à janvier-septembre 2007	Juillet à septembre 2006	Juillet à septembre 2007 ^P	Juillet-septembre 2006 à juillet-septembre 2007
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	26 973	29 648	9,9	8 875	9 764	10,0
Terre-Neuve-et-Labrador	69	79	14,5	23	26	13,0
Île-du-Prince-Édouard	289	270	-6,6	80	79	-1,3
Nouvelle-Écosse	335	336	0,3	109	111	1,8
Nouveau-Brunswick	341	323	-5,3	99	100	1,0
Québec	4 682	4 974	6,2	1 550	1 679	8,3
Ontario	6 439	6 869	6,7	2 158	2 369	9,8
Manitoba	2 637	3 251	23,3	874	1 100	25,9
Saskatchewan	4 739	5 347	12,8	1 516	1 638	8,0
Alberta	5 743	6 491	13,0	1 909	2 090	9,5
Colombie-Britannique	1 698	1 707	0,5	558	572	2,5

^P provisoire

0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Revenu agricole net

2006 (données révisées)

En 2006, pour une deuxième année consécutive, le revenu net réalisé par les agriculteurs canadiens a chuté pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2003. L'augmentation des taux d'intérêt, des salaires et des coûts du carburant, conjuguée à la diminution des recettes porcines et des paiements de programme, a largement suffi à faire contrepoids à l'augmentation des recettes provenant des cultures et des bovins.

Le revenu net réalisé (la différence entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation d'un agriculteur moins l'amortissement plus le revenu en nature) a diminué pour se situer à 844 millions de dollars en 2006. Ce chiffre était également sous la moyenne quinquennale précédente de 2001 à 2005. Le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan ont été les seules provinces à enregistrer une hausse du revenu net réalisé en 2006.

Les recettes monétaires agricoles totales tirées du bétail et des cultures de même que les paiements de programme ont augmenté de 0,5 % pour atteindre 36,9 milliards de dollars. Entre-temps, la hausse des taux d'intérêt, du coût de l'énergie et des coûts de la main-d'oeuvre a fait augmenter de 3,5 % les dépenses d'exploitation agricoles, qui ont atteint 31,6 milliards de dollars.

Le revenu net réalisé peut varier beaucoup d'une ferme à l'autre en raison de plusieurs facteurs, y compris les élevages ou les cultures choisis, les prix, les conditions climatiques et les économies d'échelle. Cette mesure ainsi que d'autres mesures agrégées du revenu agricole sont calculées à l'échelon provincial à partir des mêmes concepts utilisés pour mesurer les résultats de l'ensemble de l'économie canadienne. Elles mesurent le revenu de l'exploitation agricole, et non pas le revenu du ménage agricole. Pour obtenir plus de détails sur les recettes monétaires agricoles au cours des trois premiers trimestres de 2007, voir le communiqué intitulé «Recettes monétaires agricoles», lequel est publié aujourd'hui.

Les données financières recueillies au moyen d'enquêtes et à partir d'autres sources en ce qui a trait à l'exploitation agricole individuelle seront bientôt totalisées et offertes pour 2006. Ces données contribueront à expliquer les écarts de rendement des fermes de type et de taille différents.

Ainsi, au cours des dernières années, les données provenant de la Base de données complètes sur les exploitations agricoles de Statistique Canada ont indiqué que le bénéfice net d'exploitation des fermes réalisant des recettes de 250 000 \$ et plus affichait une tendance à la hausse. Par ailleurs, ce n'était pas le cas du bénéfice net d'exploitation des plus petites fermes,

Note aux lecteurs

*Le **revenu net comptant** mesure les mouvements de l'encaisse d'une exploitation agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu net comptant représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.*

*Le **revenu net réalisé** mesure les flux financiers, en espèces ou non, de l'entreprise agricole, comparable à un état des résultats (le revenu net comptant moins l'amortissement plus le revenu en nature). Le revenu net réalisé représente le revenu net tiré de transactions dans une année donnée et comprend la vente de produits, indifféremment de l'année au cours de laquelle ils ont été produits.*

*Le **revenu net total** mesure les flux financiers et la variation des stocks des exploitations agricoles (le revenu net comptant moins l'amortissement plus le revenu en nature et la valeur de la variation des stocks). Le revenu net total attribue une valeur à la production économique agricole au cours de l'année où les produits agricoles ont été produits. Il représente le rendement des capitaux propres, la main-d'oeuvre non rémunérée, la gestion et le risque.*

*Les **recettes monétaires agricoles** mesurent le revenu brut des exploitations agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les exploitations agricoles d'une même province) et les paiements de programme. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.*

*Les **dépenses d'exploitation agricoles** représentent les frais d'exploitation qu'engagent les exploitations agricoles pour les biens et les services qu'elles utilisent dans la production de produits agricoles. Les frais sont comptabilisés lorsque l'agriculteur débourse les fonds.*

*En raison de la diffusion des données du **Recensement de l'agriculture de 2006** le 16 mai 2007, les estimations des recettes monétaires agricoles, des dépenses d'exploitation, du revenu net, de la valeur du capital et des autres données contenues dans la collection Statistiques économiques agricoles sont révisées au besoin. L'ensemble complet des révisions sera diffusé dans Le Quotidien du 24 novembre 2008.*

bien que bon nombre d'entre elles affichent toujours des revenus agricoles nets positifs.

L'augmentation des recettes des cultures fait grimper les recettes monétaires du marché

Les recettes monétaires du marché, soit les recettes provenant de la vente de cultures et de bétail, ont augmenté de 1,9 % pour atteindre 32,4 milliards de dollars en 2006. Les recettes des cultures ont grimpé de 7,9 % pour se chiffrer à 14,5 milliards de dollars, les prix ayant commencé à se redresser par rapport aux niveaux enregistrés en 2005. L'augmentation des recettes du marché a été modérée par les faibles prix des porcs, lesquels ont fait reculer les recettes du bétail de 2,5 % en 2006.

Des augmentations des livraisons et des prix ont concouru à la reprise des recettes des cultures. Les

livraisons de canola et de blé ont fortement augmenté en 2006, les agriculteurs ayant utilisé les stocks record, ou quasi record, provenant des récoltes de 2005 et de 2006.

Les prix se sont accrus au cours de 2006, l'industrie des biocarburants ayant pris de l'expansion et certains des principaux pays exportateurs de céréales ayant connu des conditions de croissance défavorables. En fin d'année, les prix ont également augmenté en raison de l'amélioration des conditions de récolte en 2006, lesquelles ont donné lieu à la commercialisation de cultures de qualité supérieure.

Un bond de 31,0 % des mises en marché a contribué à faire grimper de 37,0 % les recettes du canola, qui se sont établies à 2,5 milliards de dollars. Les producteurs de blé (sauf le blé dur) ont également vu leurs recettes augmenter de 16,4 %. L'augmentation des prix et des mises en marché a soutenu cette croissance.

Une augmentation de 13,7 % des recettes tirées des pommes de terre à la suite de la montée en flèche des prix de 17,0 % a également contribué à l'augmentation des recettes des cultures.

La chute des recettes porcines a fait baisser les recettes du secteur du bétail. Cette baisse de 13,2 % a ramené les recettes porcines à 3,4 milliards de dollars en 2006, ce qui est inférieur de 8,7 % à la moyenne quinquennale précédente. Le principal facteur à l'origine de cette baisse était les prix, qui se sont situés en moyenne à un niveau inférieur de 12,9 % à ceux enregistrés en 2005.

La hausse de 1,8 % des recettes des bovins et des veaux, qui s'est chiffrée à 6,4 milliards de dollars, a atténué la chute des recettes du bétail. Les exportations de bovins ont repris de la vigueur à la suite de la réouverture de la frontière américaine aux bovins vivants âgés de moins de 30 mois le 18 juillet 2005.

Le niveau de 1,0 million de bovins et de veaux exportés en 2006, quoique presque le double du nombre inscrit l'année précédente, était inférieur de 40,0 % au sommet pré-ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) atteint en 2002. Les exportations canadiennes ont été ralenties par la vigueur du dollar canadien et par la réduction de la demande américaine de bovins canadiens, parce que les éleveurs américains, touchés par la sécheresse, ont expédié plus tôt leurs bovins aux parcs d'engraissement.

Dans le secteur des produits assujettis à la gestion de l'offre, les recettes ont subi une faible baisse de 0,8 %, soit la première depuis 2002. Une baisse de 4,3 % des recettes des poulets a été plus que suffisante pour faire contrepoids aux faibles augmentations des recettes des oeufs et des dindes. Les recettes laitières sont demeurées pratiquement inchangées par rapport à 2005.

Les paiements de programme diminuent par rapport à des niveaux record

Les paiements de programme ont baissé pour la première fois en trois ans, ayant fléchi pour se fixer à 4,5 milliards de dollars en 2006, en baisse de 8,1 % par rapport au niveau record enregistré en 2005. Malgré le recul, le niveau affiché en 2006 était supérieur de 3,7 % à la moyenne quinquennale précédente.

Certains programmes liés aux problèmes de mouvement de l'encaisse et aux difficultés dans le secteur des bovins ont pris fin en 2006, y compris le Programme de paiements relatifs au revenu agricole et les programmes liés à l'ESB. Toutefois, de nouveaux programmes ont contribué à la prévention d'une chute précipitée des paiements. Il s'agissait notamment du Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux et de l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) pour l'évaluation des stocks de même que d'autres améliorations du PCSRA.

Les paiements d'assurance-récolte ont également joué un rôle, ayant reculé de 21,1 % en raison des meilleures conditions de croissance qui ont prévalu en 2006.

Dépenses d'exploitation : Les producteurs subissent les conséquences de l'augmentation des taux d'intérêt, des coûts de la main-d'oeuvre et du prix du carburant

Les dépenses d'exploitation agricoles ont augmenté de 3,5 % par rapport à 2005, soit la plus forte augmentation annuelle observée depuis 2001. L'augmentation des taux d'intérêt, du prix du carburant et des coûts de la main-d'oeuvre a contribué à faire grimper les dépenses d'exploitation, lesquelles ont atteint 31,6 milliards de dollars en 2006. Toutefois, cette hausse était légèrement inférieure à l'augmentation moyenne en pourcentage des dépenses au cours de la période décennale précédente (de 1996 à 2005).

Les intérêts débiteurs ont grimpé de 16,4 %, ce qui représente l'augmentation la plus prononcée depuis 1981. Les taux d'intérêt préférentiels pour les entreprises ont bondi de plus de 30 %, tandis que les taux hypothécaires pour les termes d'un an ont augmenté de plus de 20 % par rapport aux creux atteints au cours des dernières années. La dette agricole a continué d'augmenter, en hausse de 4,3 % en 2006, ce qui constituait une augmentation légèrement inférieure à l'augmentation moyenne de 5,1 % affichée au cours de la période quinquennale précédente.

Même si l'augmentation du prix du carburant s'est atténuée en 2006, l'augmentation des prix du diesel et

de l'essence explique largement la hausse de 5,6 % du coût du carburant pour les machines. Les coûts de la main-d'oeuvre ont poursuivi leur ascension, ayant augmenté de 3,0 % en 2006. Les exploitants agricoles ont éprouvé des difficultés à trouver des travailleurs dans un marché du travail de plus en plus concurrentiel.

Les producteurs du Manitoba ont vu leurs dépenses d'exploitation augmenter de 6,8 %, soit l'augmentation en pourcentage la plus importante au Canada. S'est ajoutée aux facteurs déjà mentionnés une augmentation des dépenses liées aux cultures causée par un retour à des niveaux plus habituels d'acres ensemencés. En 2005, les superficies ensemencées en grandes cultures avaient baissé de 9,3 % en raison de l'humidité excessive qui a empêché la semence dans une bonne partie du sud-est du Manitoba.

La baisse des stocks agricoles fait chuter le revenu net total

La valeur des stocks a chuté de 849 millions de dollars en 2006, en raison principalement de la conversion des stocks à la ferme de canola et de blé dur en mises en marché et de la diminution des stocks de céréales fourragères. L'augmentation des stocks à la ferme de pommes de terre et de soya a contribué à atténuer l'effet de ces baisses.

Après les sécheresses de 2001 et de 2002 qui avaient fait chuter les stocks à la ferme de céréales et d'oléagineux à des niveaux qui n'avaient pas été observés depuis la fin des années 1980, les récoltes abondantes des dernières années avaient fait augmenter les stocks pour atteindre des niveaux record ou quasi record en 2005. Malgré l'importante valeur de la variation des stocks en 2006, les stocks à la ferme sont demeurés à des niveaux très élevés.

Le recul des stocks à la ferme de bétail a fortement contribué à la chute de la valeur des stocks. Les stocks de bovins ont baissé de 3,6 %, dans la foulée de la

reprise des exportations des bovins vivants vers les États-Unis, et les stocks de porcs ont diminué de 1,3 %.

La diminution des stocks à la ferme a joué un rôle important dans la baisse du revenu net total, qui a chuté de 2,3 milliards de dollars en 2006 pour s'établir à -6 millions de dollars, soit un niveau bien inférieur à la moyenne quinquennale précédente (2,7 milliards de dollars). Le revenu net total rajuste le revenu net réalisé en fonction des variations de la valeur des stocks de cultures et de bétail appartenant aux agriculteurs.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0001, 002-0003, 002-0005, 002-0007 à 002-0009, 002-0012 et 003-0025.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3436, 3437, 3439, 3471, 3472, 3473 et 3474.

Les publications *Revenu agricole net : Statistiques économiques agricoles*, vol. 6, n° 2 (21-010-XWF, gratuite), *Recettes monétaires agricoles : Statistiques économiques agricoles*, vol. 6, n° 2 (21-011-XWF, gratuite), *Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement : Statistiques économiques agricoles*, vol. 6, n° 2 (21-012-XWF, gratuite), *Valeur du capital agricole : Statistiques économiques agricoles*, vol. 6, n° 2 (21-013-XWF, gratuite) et *Dette agricole en cours : Statistiques économiques agricoles*, vol. 6, n° 2 (21-014-XWF, gratuite) sont maintenant accessibles en ligne à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Agriculture*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au 613-951-2074 (marco.morin@statcan.ca) ou avec Cindy Heffernan au 613-951-2435 (cindy.heffernan@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Revenu agricole net

	2005 ^r	2006 ^r	2005 à 2006
	en millions de dollars		variation en %
+ Recettes monétaires totales	36 684	36 884	0,5
- Dépenses d'exploitation totales après remises	30 498	31 568	3,5
= Revenu net comptant	6 186	5 316	-14,1
+ Revenu en nature	126	119	-5,6
- Frais d'amortissement	4 615	4 591	-0,5
= Revenu net réalisé	1 697	844	-50,3
+ Valeur de la variation des stocks	589	-849	...
= Revenu net total	2 286	-6	...

^r révisé

... n'ayant pas lieu de figurer

Revenu agricole net

	Canada	T.-N.-L.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
	en millions de dollars										
2005 ^r											
+ Recettes monétaires totales	36 684	91	367	459	433	6 185	8 903	3 788	6 221	7 832	2 405
- Dépenses d'exploitation totales après remises	30 498	85	331	386	375	5 006	7 478	3 054	5 273	6 470	2 040
= Revenu net comptant	6 186	6	36	73	58	1 178	1 424	733	948	1 362	366
+ Revenu en nature	126	1	1	2	2	39	35	8	12	20	7
- Frais d'amortissement	4 615	6	40	54	46	621	1 112	409	915	1 147	265
= Revenu net réalisé	1 697	1	-3	21	15	597	347	333	45	235	107
+ Valeur de la variation des stocks	589	0	-20	-2	10	-50	-6	-225	628	297	-44
= Revenu net total	2 286	1	-22	19	25	546	342	107	673	532	63
2006 ^r											
+ Recettes monétaires totales	36 884	95	378	448	452	6 198	8 863	3 675	6 629	7 813	2 333
- Dépenses d'exploitation totales après remises	31 568	89	347	400	389	5 195	7 705	3 263	5 374	6 715	2 090
= Revenu net comptant	5 316	6	31	48	64	1 003	1 158	411	1 255	1 098	243
+ Revenu en nature	119	1	1	2	2	38	34	7	10	16	7
- Frais d'amortissement	4 591	6	41	54	45	599	1 111	404	903	1 154	273
= Revenu net réalisé	844	0	-9	-4	21	442	81	15	362	-40	-24
+ Valeur de la variation des stocks	-849	1	27	-2	24	-93	-130	284	-592	-319	-47
= Revenu net total	-6	1	18	-6	44	348	-49	299	-231	-359	-71

^r révisé

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.



Étude : Les échanges internationaux par le secteur des technologies de l'information et des communications 1997 à 2005

Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) a contribué à modérer l'ampleur du déficit global du Canada dans les échanges internationaux de services au cours de la dernière décennie, selon une nouvelle étude.

L'étude publiée aujourd'hui dans la collection *Analyse en bref*, nous apprend que, de 1997 à 2005, le secteur des TIC a enregistré des excédents dans ses transactions de services commerciaux variant entre 2,3 milliards de dollars et 5,6 milliards de dollars annuellement. À l'opposé, les autres secteurs ont affiché des déficits pour les services variant entre 5,1 milliards de dollars et 8,0 milliards de dollars.

En 2005, les transactions internationales de services commerciaux se sont soldées par un déficit tout d'un peu plus de 1,6 milliard de dollars. Cependant, ce déficit aurait été beaucoup plus important sans l'apport du secteur des TIC, qui affichait à lui seul un excédent de 4,0 milliards de dollars à cet égard.

Cette étude analyse l'influence du secteur des TIC sur le solde des transactions internationales de services commerciaux. Elle examine l'évolution de l'influence de ce secteur selon le type de services, le type d'industries dans ce secteur et l'affiliation des sociétés concernées.

En 2005, les entreprises canadiennes faisant des affaires dans le domaine des services commerciaux généraient des transactions totalisant près de 75,4 milliards de dollars, importations et exportations confondues. Le secteur des TIC à lui seul enregistrerait des transactions s'élevant à 16,4 milliards de dollars, soit près d'un cinquième du total des transactions de services commerciaux.

L'excédent commercial au chapitre des biens constitue la partie la plus importante du solde du compte courant. Toutefois, les transactions internationales dans le domaine des services contribuent aussi de façon importante au compte et celles-ci sont classées en quatre catégories principales, à savoir les voyages, le transport, les services commerciaux et les services gouvernementaux.

Les services commerciaux constituent la plus importante des quatre catégories et ils étaient à l'origine de 6,4 % des exportations et de 7,0 % des importations du compte courant du Canada en 2005. Cette catégorie comprend une vaste gamme d'activités à savoir les assurances, la gestion, les droits, les redevances et les licences, l'informatique et l'information, l'architecture, le génie et les services techniques ainsi que la recherche et le développement.

Parmi les entreprises qui font des affaires dans le domaine des services commerciaux, plusieurs

font partie du secteur des TIC. Ces entreprises oeuvrent dans les différents volets des technologies des communications et de l'information comme les services informatiques, l'édition de logiciels et les télécommunications. Le secteur des TIC influence grandement l'ampleur de l'excédent commercial dans le domaine des services commerciaux.

Des quatre groupes d'industries qui composent le secteur des TIC, les deux plus importants ont réalisé des excédents dans leurs échanges internationaux de services commerciaux de 1997 à 2005. Il s'agit des industries appartenant au groupe des industries de l'information et des industries culturelles et au groupe des industries des services professionnels, scientifiques et techniques.

Les industries des deux autres groupes, soit la fabrication et le commerce ainsi que le transport et autres, ont connu des déficits pour la première fois en 2005.

Les industries faisant partie des TIC et appartenant au groupe des industries de l'information et des industries culturelles étaient les plus importantes, ayant été à l'origine de 44 % des exportations du secteur des TIC et de 54 % de l'ensemble de l'excédent correspondant en 2005. Ce sont les services informatiques qui ont joué le plus grand rôle sur l'excédent de ces industries. L'effet combiné au fil des ans de hausses dans les exportations et de chutes dans les importations a accru l'excédent de ces industries au chapitre des services informatiques transigés.

Au Canada, ce sont les industries des TIC qui importent et exportent le plus de services informatiques. En 2005, l'excédent commercial du secteur des TIC s'élevait à 4,0 milliards de dollars dont 2,4 milliards de dollars, soit environ 60 %, provenaient des services informatiques. Ces services étaient aussi à l'origine de 34 % des exportations du secteur des TIC.

Nota : Le secteur des TIC comprend les industries oeuvrant principalement dans la production de biens et services ou dans la mise sur pied de technologies servant à saisir, à traiter, à transmettre, à recevoir ou à afficher électroniquement des données et de l'information. Ce secteur représentait près de 6 % du produit intérieur brut en 2005.

La balance des paiements retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le compte courant porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine

si le Canada enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1534, 1535 et 1536.

L'article analytique intitulé «Les échanges internationaux par le secteur des technologies de l'information et des communications», qui fait partie de la collection *Analyse en bref* (11-621-MWF2007064, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-0087, Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Enquête sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'apprentissage
2007

La majorité des Canadiens estimaient que les devoirs à la maison favorisaient l'apprentissage et aidaient les élèves à acquérir de bonnes méthodes de travail. Cependant, pour environ les trois quarts des parents canadiens qui ont des enfants d'âge scolaire, les devoirs étaient souvent une source de stress au sein du ménage.

Les points de vue exprimés par les parents qui ont des enfants de 5 à 24 ans font partie des résultats de la deuxième Enquête sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'apprentissage. Cette enquête porte sur divers aspects de l'apprentissage dans la petite enfance, à l'école primaire, secondaire et au cours d'études postsecondaires, de même que chez les adultes.

Près de la moitié des parents ont indiqué que la quantité de devoirs donnés aux élèves du primaire était appropriée, alors qu'environ 30 % d'entre eux ont déclaré qu'il y avait trop de devoirs à faire. Au niveau secondaire, 42 % des parents ont dit que la quantité de devoirs était appropriée, tandis que les autres parents se répartissaient à peu près également entre ceux qui pensaient qu'il y avait trop de devoirs et ceux pour qui il n'y en avait pas assez.

Nombre de parents qui ont des enfants d'âge scolaire ne sont pas satisfaits du temps que les parents consacraient en général à aider leurs enfants à faire leurs devoirs. Environ 47 % d'entre eux ont déclaré que les parents des enfants du primaire y passaient trop

de temps (19 %) ou en passaient trop peu (28 %). Au niveau secondaire, 46 % estimaient que les parents passaient trop peu de temps à aider leurs enfants.

Dans l'ensemble, 72 % des parents estimaient que les devoirs étaient souvent une source de stress dans le ménage. Un parent sur trois a retenu les services d'un tuteur à un moment donné pour ses enfants.

L'enquête a révélé que, de nos jours, les parents n'étaient pas seulement intéressés à aider leurs enfants à obtenir de meilleures notes. Près du quart des parents qui ont des enfants d'âge scolaire déclaraient avoir inscrit leurs enfants à un programme d'immersion en langue seconde.

Pour expliquer leur choix, la plupart de ces parents ont indiqué qu'ils voulaient que leurs enfants apprennent une autre langue et conservent leurs acquis linguistiques, ou qu'ils aient de meilleures chances d'emploi plus tard.

Quand les parents qui n'ont pas choisi d'inscrire leurs enfants à un programme d'immersion ont expliqué leur choix, un quart disaient qu'un tel programme n'était pas offert ou qu'il n'y avait pas de locaux appropriés à cette fin.

Environ les deux tiers des parents estimaient que les écoles primaires et secondaires au Canada répondaient à leurs attentes ou les dépassaient en ce qui a trait à plusieurs résultats d'apprentissage. Les parents appréciaient le plus la capacité des écoles à enseigner les compétences de base (c'est-à-dire la lecture, l'écriture et les mathématiques) ainsi que l'informatique et à préparer les élèves aux études postsecondaires.

Toutefois, seulement 54 % des parents disaient que les écoles répondaient à leurs attentes ou les dépassaient en ce qui concerne la préparation des élèves au marché du travail. Environ 59 % des parents pensaient la même chose en ce qui concerne le développement du goût d'apprendre chez les élèves. Un peu moins de la moitié des parents pensaient que les directions d'école, les enseignants et les parents en faisaient assez pour prévenir l'intimidation ou y mettre fin quand elle survenait.

Nota : L'Enquête annuelle sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'apprentissage a été conçue en consultation avec le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA), qui a parrainé l'enquête. Plus de 5 000 adultes de 18 à 74 ans ont répondu à l'enquête. L'analyse qui précède ne retient que les points de vue exprimés par les parents qui ont des enfants de 5 à 24 ans. La réponse «ne sait pas» a été jugée valide dans le calcul des pourcentages présentés ci-dessus.

Les données de l'Enquête de 2007 sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'apprentissage sont maintenant offertes.

Le CCA a rédigé un rapport offrant une analyse approfondie des conclusions sur l'apprentissage au primaire et au secondaire. Un exemplaire est offert à l'adresse suivante : (www.ccl-cca.ca/eaca).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5122.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et le Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-9040. ■

Enquête canadienne sur l'expérience des soins de santé primaires 2006-2007

Cette enquête, qui est parrainée par le Conseil canadien de la santé, fournit des données nationales sur l'expérience qu'ont les Canadiens des soins de santé primaires.

L'enquête vise à mesurer l'expérience des services de soins de santé primaires, y compris l'accès à différents types de médecins et de cliniques, l'accès à divers types de soins de santé, incluant les salles d'urgence et l'utilisation de médicaments sur ordonnance.

Les données recueillies dans le cadre de cette enquête sont valides pour les 12 mois précédant les interviews, lesquelles ont été menées en janvier et en février 2007. L'échantillon était constitué de 3 800 adultes dans les 10 provinces et les 3 territoires.

Les données antérieures de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ont montré que la majorité des Canadiens (86 % en 2005) avaient un médecin habituel. Cette nouvelle enquête fournit des renseignements concernant l'accès à un endroit habituel pour obtenir des soins de santé.

Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête ont montré que 96 % des Canadiens âgés de 18 ans et plus avaient un médecin habituel ou un endroit habituel où ils allaient pour obtenir des soins de santé.

L'enquête a aussi permis de produire les premières estimations nationales de l'accès à des équipes

multidisciplinaires de soins de santé primaires. Il s'agit notamment de professionnels de la santé comme des infirmiers et des infirmières, d'autres médecins, des diététiciens et diététiciennes ainsi que des nutritionnistes.

Près du tiers (30 %) des Canadiens ont déclaré qu'il y avait un infirmier chez leur fournisseur de soins primaires qui s'occupaient régulièrement de leurs soins de santé. Le taux correspondant pour les personnes ayant un problème de santé chronique, comme l'arthrite ou le diabète, était de 33 %.

Un rapport complet des résultats de l'enquête sera publié par le Conseil canadien de la santé le 13 décembre.

Pour obtenir plus de renseignements concernant les résultats de l'enquête, communiquez avec Diane Watson au 604-214-0418, Conseil canadien de la santé.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5138.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3321 ou composez sans frais le 1-800-461-9050 (ssd@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales. Télécopieur : 613-951-4527. ■

Transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés par pipeline
Août 2007

Il est maintenant possible de consulter les données d'août sur les arrivages nets par pipeline de pétrole brut et d'équivalents, de gaz de pétrole liquéfié et de produits pétroliers raffinés, sur les exportations de pétrole brut par pipeline et sur les livraisons de pétrole brut par pipeline aux raffineries canadiennes.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 133-0001 à 133-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2148 et 2191.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Analyse en bref : «Les échanges internationaux par le secteur de la technologie de l'information et des communications», n° 64

Numéro au catalogue : 11-621-MWF2007064
(gratuit).

Revenu agricole net : statistiques économiques agricoles, novembre 2007, vol. 6, n° 2

Numéro au catalogue : 21-010-XWF
(gratuit).

Recettes monétaires agricoles : statistiques économiques agricoles, novembre 2007, vol. 6, n° 2

Numéro au catalogue : 21-011-XWF
(gratuit).

Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement : statistiques économiques agricoles, novembre 2007, vol. 6, n° 2

Numéro au catalogue : 21-012-XWF
(gratuit).

Valeur du capital agricole : statistiques économiques agricoles, novembre 2007, vol. 6, n° 2

Numéro au catalogue : 21-013-XWF
(gratuit).

Dettes agricoles en cours : statistiques économiques agricoles, novembre 2007, vol. 6, n° 2

Numéro au catalogue : 21-014-XWF
(gratuit).

Production, transport et distribution d'électricité, 2005

Numéro au catalogue : 57-202-XWF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, vol. 8, n° 11

Numéro au catalogue : 75-001-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :

1-877-287-4369

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :

1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Pour une édition 8 h à 10 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quatre déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et de des emplois, le niveau de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 a été inférieur à celui de l'année précédente.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 Équilibre sur les anticipations à court terme Aide au revenu primaire, novembre 1997 Production d'acier, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	 Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.